

Entrepôt ECTRA CROLLES

Justification du respect des prescriptions de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 10 novembre 2008 – rubriques 4411 Déclaration

* : C : Conforme, NC : Non conforme, E : Ecart et/ou demande dérogation

<i>Prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 10/11/2008 relatif à la rubrique 4411</i>	<i>Justification du respect des prescriptions générales</i>	<i>C / NC*/E</i>
<p>1. Dispositions générales</p> <p>1.1 - Conformité de l'installation</p> <p>1.1.1. Conformité de l'installation à la déclaration</p> <p>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la déclaration, sous réserve du respect des prescriptions ci-dessous.</p> <p>1.2 - Modifications</p> <p>Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.</p> <p>1.3. Contenu de la déclaration</p> <p>La déclaration précise les mesures prises relatives aux conditions d'utilisation, d'épuration et d'évacuation des eaux résiduaires et des émanations de toutes natures ainsi que d'élimination des déchets et résidus en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.</p>	<p>-</p> <p>Cf dossier de demande d'autorisation environnementale</p>	<p>-</p> <p>-</p>
<p>1.4. Dossier installation classée</p> <p>L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le dossier de déclaration ; - les plans tenus à jour ; - « la preuve de dépôt de la déclaration » et les prescriptions générales ; - les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, s'il y en a ; - les résultats des dernières mesures sur les effluents et le bruit, les rapports des visites ; - les documents prévus aux points <u>3.5</u>, <u>3.6</u>, <u>4.3</u>, <u>4.7</u>, <u>4.8</u>, <u>5.1</u>, <u>7.4</u> du présent arrêté. 	<p>Cf dossier de demande d'autorisation environnementale</p>	
<p>1.5. Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle</p> <p>L'exploitant d'une installation est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter</p>	<p>Cf. procédure définie par l'arrêté d'autorisation</p>	<p>-</p>

atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du titre Ier du livre V du code de l'environnement (référence : article 38 du décret du 21 septembre 1977).		
1.6. Changement d'exploitant Lorsque l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration (référence : article 34 du décret du 21 septembre 1977).	Cf. procédure définie par l'arrêté d'autorisation	-
1.7. Cessation d'activité Lorsqu'une installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était déclarée, son exploitant doit en informer le préfet au moins un mois avant l'arrêt définitif. La notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état prévues ou réalisées (référence : article 34-1 du décret du 21 septembre 1977).	Cf. procédure définie par l'arrêté d'autorisation	-
1.9. Définitions	-	-
2. Implantation - aménagement 2.1. Règles d'implantation Sans préjudice des dispositions prévues au point 2.5, l'installation (dépôt, aire de stockage ou atelier) est implantée et maintenue à une distance minimale des limites de propriété et de toutes les installations susceptibles de produire des effets toxiques, thermiques ou de surpression en cas d'incendie, égale à : – 15 mètres pour les peroxydes de groupes Gr1 et Gr2. Cette distance peut être réduite à 10 mètres pour les dépôts dont la toiture est en matériaux A2 s1 d0 au sens de l'arrêté du 21 novembre 2002 susvisé (respectivement M0 lorsque les matériaux n'ont pas encore été classés au regard des euroclasses) ; – 10 mètres pour « les peroxydes organiques ou les substances ou mélanges autoréactifs » de groupe Gr3 ; – 5 mètres pour les aires de stockage de peroxydes organiques « ou de substances ou mélanges autoréactifs » de groupe Gr4. Dans le cas d'un stockage mixte, la distance minimale est égale à celle du groupe présentant le plus de risques	Distances d'éloignement par rapport aux limites du site > 20 m (voir dossier de demande d'autorisation)	C
2.2. Intégration dans le paysage L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site. L'ensemble du site doit être maintenu en bon état de propreté (peinture, plantations, engazonnement...). 2.3. Interdiction d'habitations au-dessus des installations L'installation ne doit pas être surmontée de locaux occupés par des tiers ou habités	Cf dossier de demande d'autorisation environnementale	C
2.4. Comportement au feu des bâtiments 2.4.1. Réaction au feu Les éléments de construction de l'installation (dépôt ou atelier) sont de classe A1 (incombustibles) et compatibles avec « et les substances ou mélanges autoréactifs » stockés. Le sol est de classe A1 selon la norme NF EN 13 501-1 (incombustible).	Cf dossier de demande d'autorisation environnementale Murs REI120 Couverture bacs aciers incombustibles	C

<p>2.4.2. Résistance au feu Les locaux dans lesquels sont stockés « les peroxydes organiques ou les substances ou mélanges autoréactifs » présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes : – murs extérieurs et murs séparatifs REI 60 ; – planchers REI 60 ; – portes et fermetures E 60. Dans le cas où une cellule est installée dans un bâtiment non dédié uniquement au stockage de peroxydes organiques « ou de substances ou mélanges autoréactifs », lorsque des ouvertures sont pratiquées dans les murs ou la porte de la cellule, elles sont munies de grilles pare-flammes et construites en chicane.</p> <p>2.4.3. Toitures et couvertures de toiture Les toitures et couvertures de toiture répondent à la classe BROOF (t3).</p> <p>2.4.4. Désenfumage Les locaux sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Ces dispositifs sont à commandes automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation.</p>	<p>Murs REI120</p> <p>Portes intérieures coupe feu E120</p> <p>Absence d'ouverture dans les murs ou portes des cellules</p> <p>Toiture type Broof (t3) (cf. dossier de demande d'autorisation)</p> <p>Désenfumage des cellules avec commandes d'ouverture à proximité des issues de secours</p>	<p>C</p> <p>C</p> <p>C</p> <p>C</p>
<p>2.5. Accessibilité Les points 2.5.2 à 2.5.6 ne sont pas applicables aux installations stockant ou employant des peroxydes organiques « ou des substances ou mélanges autoréactifs » de type F selon l'arrêté ADR en vigueur, de vitesse de combustion inférieure à 1 kg/min et de température de décomposition auto-accelérée (TDAA) supérieure à 60° C.</p> <p>2.5.1. Accessibilité au site L'installation dispose en permanence d'un accès pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. On entend par accès à l'installation une ouverture reliant la voie publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'établissement stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes au dépôt, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture du dépôt.</p> <p>2.5.2. Accessibilité des engins à proximité de l'installation Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de l'installation. Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes : – la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 3,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ; – dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 11 mètres est maintenu et une surlargeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ;</p>	<p>Accès Ok (Cf dossier de demande d'autorisation environnementale)</p> <p>Accessibilité périphérie complète du bâtiment par voie engin adaptée (Cf dossier de demande d'autorisation environnementale)</p>	<p>C</p> <p>C</p>

<p>– la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum ;</p> <p>– chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;</p> <p>– aucun obstacle n'est disposé entre l'installation et la voie engin.</p> <p>En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engin permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement de 10 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.</p> <p>2.5.3. Déplacement des engins de secours à l'intérieur de l'établissement</p> <p>Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont :</p> <p>– largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie engin ;</p> <p>– longueur minimale de 10 mètres présentant a minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins ».</p> <p>2.5.4. Mise en station des échelles en vue d'appuyer un dispositif hydraulique en cas de dépôt couvert</p> <p>Pour toute installation d'un bâtiment de hauteur supérieure à 15 mètres, au moins une façade est desservie par au moins une voie « échelle » permettant la circulation et la mise en station des échelles aériennes. Depuis cette voie, une échelle accédant à au moins toute la hauteur du bâtiment peut être disposée. La voie respecte par ailleurs les caractéristiques suivantes :</p> <p>– la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur de l'aire de stationnement au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 % ;</p> <p>– dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 11 mètres est maintenu et une surlargeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ;</p> <p>– aucun obstacle aérien ne doit gêner la manoeuvre de ces échelles à la verticale de l'ensemble de la voie ;</p> <p>– la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et 8 mètres maximum pour un stationnement parallèle au bâtiment et inférieure à 1 mètre pour un stationnement perpendiculaire au bâtiment ;</p> <p>– la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum et présentent une résistance au poinçonnement minimale de 80 N/cm².</p> <p>2.5.5. Mise en place des échelles en vue d'accès aux planchers en cas de dépôt couvert</p> <p>Par ailleurs, pour toute installation couverte de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au niveau d'accès des secours, sur au moins deux façades, une voie « échelle » permet d'accéder à des ouvertures.</p> <p>Cette voie échelle respecte les caractéristiques décrites à l'article 2.5.4.</p> <p>Ces ouvertures permettent au moins un accès par étage pour chacune des façades disposant de voie échelle et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètres et une largeur minimale de 0,9 mètres. Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès doivent s'ouvrir et demeurer toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils doivent être aisément repérables de l'extérieur par les services de secours.</p>	<p>(Cf dossier de demande d'autorisation environnementale)</p> <p>Sans objet , bâtiment < 15 m de hauteur</p> <p>Sans objet , 1 seul niveau dans locaux de stockage</p>	<p>C</p> <p>-</p> <p>-</p>
---	---	----------------------------

2.5.6. Etablissement du dispositif hydraulique depuis les engins A partir de chaque voie « engins » ou « échelle » est prévu : – pour une installation couverte, un accès à toutes les issues du bâtiment par un chemin stabilisé de 1,40 mètre de large au minimum ; – pour une aire de stockage extérieure, un chemin stabilisé de 1,40 mètre de large au minimum permettant d'accéder en deux endroits différents à l'aire de stockage en vue de l'atteindre quelles que soient les conditions de vent.	Accès à toutes les ouvertures en périphérie bâtiment par voie engin	C
2.6. Ventilation Sans préjudice des dispositions du code du travail, les dépôts et ateliers sont convenablement ventilés, en phase normale d'exploitation, pour éviter tout risque d'apparition d'une concentration en vapeur susceptible d'être à l'origine d'une explosion et en respectant les valeurs limites de rejet (point 6.2). Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur.	Dispositif de ventilation des cellules avec extraction et renouvellement en air neuf Pas de tiers à proximité	C C
2.7. (-)	-	-
2.8. Mise à la terre des équipements Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits qu'ils contiennent ou véhiculent.	Les éléments métalliques sont raccordés à la terre	C
2.9. Rétention des aires et locaux de travail Le sol des locaux de stockage ou de manipulation des substances ou préparations réagissant violemment au contact de l'eau doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les produits répandus accidentellement ; pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les produits recueillis sont de préférence récupérés et recyclés, ou en cas d'impossibilité traités conformément au point 5.7 et au titre 7.	Cf dossier de demande d'autorisation environnementale Tous les locaux sont sur dalle béton étanche avec stockages en rétention (cf ci-dessous)	C
2.10. Cuvettes de rétention Le stockage des substances ou préparations liquides réagissant violemment au contact de l'eau doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable. Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette	Rétention au sein des cellules par décaissement et étanchéité résistante aux produits Capacités des rétention supérieures aux capacités nécessaires réglementairement Cf dossier de demande d'autorisation environnementale Récipients de capacité maximale de 1000 l	C

capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales. Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.		
2.11. Isolement du réseau de collecte Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés afin de maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport. Une consigne définit les modalités de mise en oeuvre de ces dispositifs. Les eaux d'extinction ne sont rejetées qu'après vérification de leur compatibilité avec l'environnement. Dans le cas contraire, elles font l'objet de traitements appropriés.	Système d'isolement des réseaux d'eaux pluviales vis-à-vis du milieu naturel avec basculement sur bassin rétention Déclenchement asservi à extinction automatique et déclenchement manuel possible selon procédure en cas d'épandage	C
2.12. Aménagement et organisation des stockages Lorsque les peroxydes organiques « ou les substances ou mélanges autoréactifs » au sein de leurs emballages réglementaires de transport sont regroupés (palette ou îlot), la masse de ces regroupements ne dépasse pas 1 200 kg. Les regroupements de masse supérieure ne sont tolérés que lors du déchargement d'un véhicule de transport de capacité supérieure. Dans ce cas, le reconditionnement en regroupements de 1 200 kg est réalisé au plus tard une demi-journée après l'arrivée du véhicule de transport. Pour assurer une bonne circulation de l'air, sont maintenus : – un espace d'au moins 15 centimètres entre les palettes (ou les îlots) et la paroi du stockage ; – un espace de 10 centimètres entre les palettes (ou les îlots). Les stockages sont aménagés et organisés en fonction des risques présentés par les substances ou préparations stockées, tels qu'identifiés aux points 3.7 et 4.1.	Les produits conditionnés sont en masse très inférieure à 1200 kg par palette Distances d'éloignement des palettes du mur et entre elles conformes	C. C
3.1 - Surveillance de l'exploitation L'exploitation des installations (dépôt, aire de stockage ou atelier) se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant, dûment habilitée et spécialement formée aux dangers que présentent les peroxydes organiques « ou les substances ou mélanges autoréactifs » et aux questions de sécurité.	Personnel formé au risque chimique. Contrôle d'entrée des produits entrants notamment de l'intégrité des récipients et des emballages.	C C
3.2. Contrôle de l'accès Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre aux installations. En outre, en l'absence de personnel d'exploitation, cet accès est interdit aux personnes non autorisées.	Accès aux locaux uniquement par badge magnétique. Pas d'accès possible si absence de personnel	C

<p>3.3. Connaissance des produits - Etiquetage Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Les fûts, emballages et autres capacités portent en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.</p>	<p>Les FDS de tous les produits sont accessibles en permanence</p> <p>Tous les produits sont étiquetés conformément au règlement CLP en vigueur</p>	<p>C</p> <p>C</p>
<p>3.4. Propreté L'installation est maintenue en état constant de propreté, tout produit répandu accidentellement est enlevé et détruit ou neutralisé suivant une consigne rédigée d'avance pour chaque qualité « de peroxyde organique ou de substance ou mélange autoréactif » et tenant compte des risques spécifiques liés aux produits.</p>	<p>Locaux entretenus et nettoyés périodiquement Procédure d'entretien adaptée aux locaux à risque</p>	<p>C</p>
<p>3.5. Etat des stocks de produits dangereux L'état des stocks (quantité, emplacement, qualité) est tenu à jour et disponible à l'extérieur des installations (dépôt, aire de stockage ou atelier) à tout instant, y compris en situation dégradée. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence de matières dangereuses ou combustibles dans les ateliers est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p>	<p>Etat des stocks suivi par informatique avec consultation possible à l'instant t. Archivage de l'état des stocks quotidiennement</p>	<p>C</p>
<p>3.6. Vérification périodique des installations électriques Une vérification de l'ensemble des installations électriques est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>	<p>Contrôle périodique annuel de toutes les installations électriques par organisme agréé</p>	<p>C</p>
<p>3.7. Consignes d'exploitation Les consignes et les procédures sont écrites, tenues à jour et mises à disposition. Elles rappellent notamment de manière concise, mais explicite, la nature des produits concernés et les risques spécifiques associés (incendie, toxicité, pollution des eaux, la nature du matériel et des substances qui ne doivent pas entrer en contact avec « les peroxydes organiques ou les substances ou mélanges autoréactifs », etc.). Elles comportent impérativement des instructions relatives à l'entretien et au nettoyage des installations, au contrôle de température, à la réception des peroxydes organiques « ou des substances ou mélanges autoréactifs ». Les procédures d'exploitation sont tenues à jour et à disposition de l'inspection des installations classées. Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (notamment en fonctionnement normal, pendant les phases de démarrage, d'arrêt et d'entretien) font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment : – les modes opératoires ; – la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ; – les instructions de maintenance et de nettoyage :</p>	<p>Consignes générales et procédures d'exploitation (Cf dossier de demande d'autorisation environnementale)</p>	<p>C</p>

<ul style="list-style-type: none"> – les conditions de conservation et de stockage des produits (se reporter au point 3.8) ; – la fréquence de vérification de la disponibilité des dispositifs de rétention. 														
<p>3.8. Températures dans les installations de stockage</p> <p>La température des peroxydes organiques « et des substances ou mélanges autoréactifs » est suivie de manière directe, ou en cas d'impossibilité technique, de manière indirecte par une mesure de la température ambiante, afin de détecter le dépassement des seuils suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> – t1, la température de première alerte ; – t2, la température d'urgence. <p>Les températures T1 et T2 sont déterminées à partir de la température de décomposition auto-accélérée (TDAA) des peroxydes organiques et définies ci-après :</p> <table border="1" data-bbox="88 565 1234 695"> <thead> <tr> <th>TDAA</th><th>T₁</th><th>T₂</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>≤ 20° C</td><td>TDAA – 20° C</td><td>TDAA – 10° C</td></tr> <tr> <td>20° C < TDAA ≤ 35° C</td><td>TDAA – 15° C</td><td>TDAA – 10° C</td></tr> <tr> <td>≥ 35° C*</td><td>TDAA – 10° C</td><td>TDAA – 5° C</td></tr> </tbody> </table> <p>(*) Pour les produits de TDAA supérieure ou égale à 50° C et ne nécessitant pas de régulation de température pour le transport, les températures T1 et T2 sont respectivement 35 et 40° C.</p> <p>La température de décomposition auto-accélérée « des peroxydes organiques et des substances ou mélanges autoréactifs » stockés est déterminée selon une méthode tenant compte de la possibilité d'un stockage prolongé. L'exploitant prend les dispositions permettant de ne pas dépasser les températures T1 et T2. Il définit au travers de procédures des actions appropriées à mettre en oeuvre en cas de dépassement de ces seuils. Tout dépassement de l'un de ces seuils fait l'objet d'un enregistrement tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Pour les peroxydes organiques « et les substances ou mélanges autoréactifs » nécessitant une régulation de température pour le transport, l'exploitant prévoit notamment une alarme visuelle et sonore qui est déclenchée automatiquement lorsque la température dépasse chacun des deux seuils T1 et T2, sauf impossibilité technique. Les justificatifs d'impossibilité technique sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Pour les aires de stockage, l'exploitant protège les emballages du rayonnement solaire direct et s'assure que la température dans l'environnement immédiat des emballages ne dépasse pas 40° C.</p> <p>Si le maintien des peroxydes organiques (stockés ou employés) à une température minimale est préconisé par les fiches de données de sécurité, le chauffage du dépôt ou de l'atelier s'effectue par fluide chauffant (air, eau, vapeur d'eau basse pression) ou par tout autre procédé présentant des garanties de sécurité comparables pour empêcher l'apparition de sources d'ignition. Le stockage de tels peroxydes organiques « ou de telles substances ou mélanges autoréactifs » en aire extérieure est interdit.</p> <p>Si l'installation de parois chauffantes est indispensable, le stockage des produits est aménagé de façon qu'aucune réaction dangereuse ne puisse être provoquée par la température. Un déflecteur empêche le jet d'air pulsé d'aller directement sur les colis. Des treillis métalliques ou dispositifs équivalents évitent de placer les colis au-dessus d'une bouche d'air ou d'un radiateur ou à moins de 25 centimètres de ceux-ci. Un capteur de température judicieusement placé coupe le chauffage dès que la température atteint un seuil fixé en fonction de la nature des peroxydes organiques stockés.</p>	TDAA	T ₁	T ₂	≤ 20° C	TDAA – 20° C	TDAA – 10° C	20° C < TDAA ≤ 35° C	TDAA – 15° C	TDAA – 10° C	≥ 35° C*	TDAA – 10° C	TDAA – 5° C	<p>Régulation de température des cellules de stockage entre 15 et 25°C dans les cellules V à Z et chambres froide en cellules A, B et C.</p> <p>Stockage en cellule adaptée selon la TDAA et les seuils t1 et t2 de la substance. Choix définit dans le cadre de la procédure initiale d'acceptation du produit au stockage sur site. (Cf dossier de demande d'autorisation environnementale)</p> <p>Pas de manutention en extérieur du bâtiment</p> <p>Sans objet</p>	<p>C</p> <p>C</p> <p>C</p>
TDAA	T ₁	T ₂												
≤ 20° C	TDAA – 20° C	TDAA – 10° C												
20° C < TDAA ≤ 35° C	TDAA – 15° C	TDAA – 10° C												
≥ 35° C*	TDAA – 10° C	TDAA – 5° C												

Les générateurs de chaleur ou de froid (chaufferie, groupe froid) sont installés à l'extérieur du dépôt et séparés par une paroi de classe REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures). Une commande d'arrêt est située à l'extérieur du dépôt.	Système de régulation de la température implantés en toiture avec possibilité d'arrêt depuis l'extérieur de l'entrepot (AU ventilation)	C
4. Risques 4.1. Localisation des risques L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les zones qui, en raison « des peroxydes organiques et des substances ou mélanges autoréactifs » stockés ou employés, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts visés au L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant détermine pour chacune de ces zones la nature des phénomènes dangereux redoutés (incendie, explosion ou émanation toxique). Ce danger est signalé. L'exploitant dispose d'un plan général des installations indiquant l'emplacement de ces différentes zones.	Zones à risque définies dans l'étude de danger (Cf dossier de demande d'autorisation environnementale)	C
4.2. Protection individuelle Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, sont conservés à proximité de l'installation et du lieu d'utilisation. Ces matériels sont facilement accessibles, entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Les intervenants sont formés à l'emploi de ces matériels.	EPI adaptés aux risques en cas de sinistre Vérification annuelle des EPI soumis à contrôle	
44.3. Moyens de prévention et de lutte 4.3.1. Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : – d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; – de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ; – d'un ou plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) implantés de telle sorte que tout point de la limite du dépôt se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil d'incendie. Le réseau d'eau, public ou privé, permet de fournir en toutes circonstances un débit minimal de 60 m3/h pendant 2 h et la quantité d'eau d'extinction et de refroidissement nécessaires en fonction des risques présentés par l'établissement. A défaut, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance du dépôt permettant l'intervention des services départementaux d'incendie et de secours. Cette distance est fixée après avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cet alinéa n'est pas applicable aux installations stockant ou employant des peroxydes organiques « ou des substances ou mélanges autoréactifs » de type F selon l'arrêté ADR en vigueur, de vitesse de combustion inférieure à 1 kg/min et de TDAA supérieure à 60 °C ; – d'extincteurs répartis à l'intérieur du dépôt lorsqu'il est couvert, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; – pour les stockages de liquide, d'une réserve de produits absorbants ou neutralisants, en quantité adaptée au risque, et de pelles.	Voir descriptif des moyens au dossier de demande d'autorisation environnementale Moyens conformes aux prescriptions	C

<p>Les installations de protection contre l'incendie sont correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles font l'objet de vérifications périodiques (a minima une fois par an) dont le suivi est consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température du dépôt et notamment en période de gel.</p>		
<p>4.3.2. Gaz toxiques</p> <p>Les dépôts contenant des peroxydes organiques « ou des substances ou mélanges autoréactifs » susceptibles de créer des fumées et des gaz contenant des produits de décomposition toxiques (peroxydes organiques « ou substances ou mélanges autoréactifs » possédant notamment l'élément chlore ou la fonction acétique) lors d'un incendie ou suite à un emballage thermique sont équipés de détecteurs appropriés (incendie ou gaz toxique) dans les parties de l'installation visées au point 4.1 présentant des risques. Ces zones sont équipées de systèmes de détection reliés à une alarme sonore et visuelle. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux installations stockant ou employant des peroxydes organiques « ou des substances ou mélanges autoréactifs » de type F selon l'arrêté ADR en vigueur, de vitesse de combustion inférieure à 1 kg/min et de TDAA supérieure à 60 °C.</p> <p>Ces détecteurs sont maintenus en bon état et font l'objet de vérifications régulières dont le suivi est consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Une consigne décrit les actions correctives à mettre en œuvre en cas de déclenchement de la détection</p>	<p>Installation couverte par extinction automatique adaptée</p> <p>Détection incendie, ATEX et gaz toxique dans certaines cellules</p> <p>Procédure de contrôle périodique</p> <p>Vois consignes générales en cas d'accident</p>	<p>C</p> <p>C</p> <p>C</p> <p>C</p>
<p>4.4. Matériel utilisable en atmosphère explosible</p> <p>Dans les parties de l'installation visées au point 4.1 et susceptibles d'être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 relatif susvisé.</p> <p>Les gainages électriques et autres canalisations ne sont pas une cause possible d'inflammation et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.</p>	<p>Plan de zonage ATEX réalisé par l'exploitant</p> <p>Les zones identifiées font l'objet d'un affichage de sécurité</p>	<p>C</p>
<p>4.5. Interdiction des feux</p> <p>Dans les parties de l'installation visées au point 4.1 et présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p>	<p>Flamme ou point chaud interdit sur tout le site sauf à disposer d'un permis de feu (procédure d'intervention sous PdP – permis feu)</p>	<p>C</p>
<p>4.6. " Permis d'intervention " et/ou " permis de feu " dans les parties de l'installation visées au point 1</p> <p>Dans les parties de l'installation visées au point 4.1, tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un " permis d'intervention ", et éventuellement d'un " permis de feu " et en respectant les règles d'une consigne particulière</p> <p>Le " permis d'intervention " et éventuellement le " permis de feu " et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le " permis d'intervention " et éventuellement le " permis de feu " et la consigne particulière</p>	<p>Plan de prévention et éventuellement permis de feu obligatoire pour toute intervention sur site</p>	<p>C</p>

<p>relative à la sécurité de l'installation, doivent être cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant</p>		
<p>4.7. Consignes de sécurité</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les fiches de données de sécurité des substances ou « mélanges » mises en oeuvre ou stockées et leurs risques spécifiques ; – l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer, dans les zones visées au point 4.1 et présentant des risques d'incendie ou d'explosion ; – l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties de l'installation visées au point 4.1 ; – les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; – les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet prévues au point 5.7 ; – les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; – les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; – la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ; – les modalités de mise en oeuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au point 2.11 ; – l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. <p>Tout le personnel reçoit une formation portant sur les risques présentés par l'installation, ainsi que sur les moyens mis en oeuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement au moins une fois par an.</p>	<p>Application obligatoire de la procédure de « Consignes générales de sécurité »</p>	<p>C</p>
<p>4.8. Stockage</p> <p>La cellule ou l'aire de stockage est affectée uniquement au stockage « des peroxydes organiques et des substances ou mélanges autoréactifs. En cas d'incompatibilité entre les produits stockés, la cellule ou l'aire de stockage est conçue de façon à éviter tout contact entre ces produits en situation normale et dégradée (perçement d'un contenant, produit répandu accidentellement, etc.). En particulier lorsque les produits incompatibles sont liquides, ils ne sont pas placés dans la même rétention. » Il est interdit d'y placer d'autres substances et « mélanges ».</p> <p>L'emploi des peroxydes organiques « ou des substances ou mélanges autoréactifs » est interdit à l'intérieur d'une cellule ou d'une aire de stockage.</p> <p>L'introduction dans un lieu de stockage de peroxydes organiques « ou des substances ou mélanges autoréactifs » s'effectue de façon à éviter une décomposition auto-accélérée par effet thermique.</p> <p>Des dispositions sont mises en oeuvre afin d'éviter tout risque d'introduction dans une cellule ou sur une aire de stockage d'une substance ou préparation dont la température est supérieure à T2. Le cas échéant, la substance ou préparation est stabilisée par tout moyen approprié</p>	<p>Etude compatibilité chimique et mesures de stockage à respecter lors de l'acceptation du produit au stockage (Cf dossier de demande d'autorisation environnementale)</p> <p>Pas de manipulation ou emploi de produits sur site</p> <p>Voir ci dessus</p>	<p>C</p> <p>C</p>

<p>4.9. Emploi Dans l'atelier, la masse stockée ne dépasse pas la plus grande des quantités suivantes : – la quantité nécessaire à une fabrication lorsque la production est discontinuée ; – la quantité correspondant à 12 heures de travail lorsque la production est continue ; – ou, à défaut, la quantité du plus petit emballage unitaire de transport Cette quantité est maintenue dans un stockage temporaire. Le transvasement et la manipulation des produits s'effectuent dans une zone prévue et aménagée à cet effet. Le ou les modes opératoires pour la manipulation des peroxydes organiques « ou des substances ou mélanges autoréactifs » sont définis et tenus à jour par l'exploitant. Les résidus (peroxydes organiques « ou substances ou mélanges autoréactifs » employés au sens de la définition du point 1.9) ne sont, en aucun cas, remis dans les récipients d'origine. Tout récipient ou emballage ayant déjà servi au stockage d'un peroxyde ne peut, en aucun cas, être réutilisé tel quel sur le site ou entreposé dans le dépôt ou sur l'aire de stockage. Les emballages ayant contenu des peroxydes organiques « ou des substances ou mélanges autoréactifs », vides et non nettoyés sont rebouchés et considérés comme des déchets dangereux. Ils conservent leur étiquetage</p>	<p>Sans objet pas d'emploi de substances</p>	<p>-</p>
<p>5. Eau Les points 5.1 à 5.6 et 5.9 ne sont applicables qu'aux ateliers au sens du point 1.9 de la présente annexe. 5.1. Prélèvements Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces mesures sont régulièrement relevées et le résultat est enregistré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable est muni d'un dispositif évitant en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée. L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours, et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau. 5.2. Consommation Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau. Les circuits de refroidissement ouverts sont interdits. 5.3. Réseau de collecte Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Les points de rejet des eaux résiduaires sont en nombre aussi réduit que possible et sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons. 5.4. Mesure des volumes rejetés La quantité d'eau rejetée est mesurée mensuellement ou, à défaut, évaluée à partir de la mesure des quantités d'eau prélevées dans le réseau de distribution publique ou dans le milieu naturel. 5.5. Valeurs limites de rejet Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les</p>	<p>Non concerné – activité de stockage ou conformité aux prescriptions Cf. dossier de demande d'autorisation environnementale</p> <p>Cf. dossier de demande d'autorisation environnementale</p> <p>Non concerné pas de rejet</p> <p>Non concerné</p>	<p>C</p> <p>C</p>

<p>valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :</p> <p>a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :</p> <ul style="list-style-type: none"> – pH (NF T 90 008) 5,5 - 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ; – température < 30 °C. <p>b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration, lorsque le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 15 kg/j de MEST ou 15 kg/j de DBO5 ou 45 kg/j de DCO :</p> <ul style="list-style-type: none"> – matières en suspension (NF EN 872) : 600 mg/l ; – DCO (NF T 90 101) 2 000 mg/l (*) ; – DBO5 (NF EN 1899) 800 mg/l. <p>(*) Cette valeur limite n'est pas applicable lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure.</p> <p>c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) :</p> <ul style="list-style-type: none"> – matières en suspension (NF EN 872) : la concentration ne dépasse pas 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà, 150 mg/l dans le cas d'une épuration par lagunage ; – DCO (NF T 90 101) : la concentration ne dépasse pas 300 mg/l si le flux journalier n'excède pas 100 kg/j, 125 mg/l au-delà ; – DBO5 (NF EN 1899) : la concentration ne dépasse pas 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 30 kg/j, 30 mg/l au-delà. <p>Dans tous les cas, les rejets sont compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.</p> <p>d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain :</p> <ul style="list-style-type: none"> – indice phénols (XP T 90 109) 0,3 mg/l si le flux est supérieur à 3 g/j ; – AOX (NF EN ISO 9562) 1 mg/l si le flux est supérieur à 30 g/j ; – arsenic et composés (NF EN 26 595) 0,1 mg/l si le flux est supérieur à 1 g/j ; – hydrocarbures totaux (NF T 90 114) 10 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j ; – métaux totaux (NF T 90 112) 15 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j. <p>Ces valeurs limites sont respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne dépasse le double des valeurs limites de concentration.</p> <p>5.6. Interdiction des rejets en nappe Le rejet direct ou indirect, même après épuration d'eaux résiduaires dans une nappe souterraine, est interdit.</p>	Non concerné	
<p>5.7. Prévention des pollutions accidentelles Des dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse pas y avoir, en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel. Leur évacuation éventuelle après un accident doit se faire soit dans les conditions prévues au point <u>5.5</u> ci-dessus, soit comme des déchets dans les conditions prévues au <u>titre 7</u> ci-après.</p>	Rétention des installations et isolement des réseaux vers bassin de rétention. Cf. dossier de demande d'autorisation environnementale	C
<p>5.8. Epandage</p>		

L'épandage des eaux résiduaires, des boues et des déchets est interdit	Non concerné	-
5.9. Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée L'exploitant met en place un programme de surveillance des caractéristiques soit des émissions des polluants représentatifs parmi ceux visés au point 5.5, soit de paramètres représentatifs de ces derniers, lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions sont ou risquent d'être dépassées. Une mesure des concentrations des différents polluants visés au point 5.5 est effectuée au moins tous les trois ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement sur une journée de l'installation et constitué, soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi heure. En cas d'impossibilité d'obtenir un tel échantillon, une évaluation des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée. Une mesure du débit est également réalisée ou estimée à partir des consommations, si celui-ci est supérieur à 10 m3/j. Les polluants visés au point 5.5 qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent point. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation.	Sans objet, aucun effluent rejeté	-
6. Air - Odeurs 6.1. Captage et épuration des rejets à l'atmosphère 6.3. Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée 6.3. Mesure périodique de la pollution rejetée	Non concerné – pas de rejet atmosphériques	-
7. Déchets 7.1. Récupération - Recyclage - Élimination 7.2. Contrôles des circuits 7.3. Stockage des déchets 7.4. Déchets non dangereux 7.5. Déchets dangereux 7.6. Brûlage	Cf. dossier de demande d'autorisation environnementale Procédure de gestion des déchets conformément aux dispositions réglementaires	C
8. Bruit et vibrations 8.1. Valeurs limites de bruit 8.2. Véhicules - Engins de chantier 8.3. Vibrations 8.4. Mesures de bruit	Pas de problématique bruit au niveau du site Cf. dossier de demande d'autorisation environnementale	C
9. Remise en état en fin d'exploitation	Voir procédure de remise en état Cf. dossier de demande d'autorisation environnementale	C